

GROSS & ASSOCIÉS
AVOCATS

Journée annuelle de l'ARPEM 2012
Morges, 11 octobre 2012

**L'EXPERT MÉDICAL EN
RESPONSABILITÉ CIVILE**

Alexandre GUYAZ

© AVOCATS AU BARREAU – MEMBRES DE L'ORDRE DES AVOCATS VAUDOIS ET DE LA FÉDÉRATION SUISSE DES AVOCATS

PLAN

- I. L'expertise en responsabilité civile
- II. L'indépendance de l'expert
- III. Exemples concrets de partialité potentielle
- IV. Propositions et conclusions

I. L'expertise en responsabilité civile

- La responsabilité civile est une branche du droit des obligations, régie par les art. 41 ss CO et quelques lois spéciales (LCR, LCdF, LRFP, etc.).
- Ces litiges sont soumis à la juridiction des tribunaux civils, régis par le Code de procédure civile du 19.12.2008.
- S'applique en procédure civile le principe fondamental de **l'égalité des parties**.
- L'expert médical n'est par conséquent jamais choisi par une seule des parties.

- L'expertise est en principe mise en œuvre à la demande d'une partie, comme moyen de prouver les faits qu'elle allègue.
- L'objet de l'expertise est celui que les parties lui donnent.
- Il faut distinguer expertise judiciaire et expertise commune hors procédure :
 - mandat de droit public dans le cadre d'une procédure;
 - mandat privé conjoint dans l'expertise extrajudiciaire.

Par ailleurs, certaines notions de fond sont interprétées différemment en assurances sociales et en responsabilité civile.

II. L'indépendance de l'expert

Il convient de distinguer :

- Les motifs de récusation spéciaux (art. 47 al. 1 lit. a-e CPC)
- La clause générale de prévention (art. 47 al. 1 lit. f CPC)
L'apparence de prévention suffit.
Seuls des éléments objectifs peuvent entrer en ligne de compte.

Il n'y a **pas de définition précise** de l'indépendance ou de l'impartialité d'un expert.

III. Exemples concrets de partialité

A. Le cas particulier du médecin-conseil ou du médecin interne

- Par définition, un médecin-conseil a une relation privilégiée avec l'assureur qui recourt à ses services;
- Il y a à la fois dépendance économique et partialité;
- La plupart du temps, le médecin-conseil connaît le dossier.

L'avis d'un médecin-conseil ne peut pas à lui seul fonder l'appréciation d'un tribunal civil.

B. L'expert connaît le dossier ou le patient

Il y a devoir de récusation au sens de l'art. 47 al.1 lit. b CPC lorsque le juge ou l'expert

« a déjà agi dans la même cause à un autre titre, notamment comme membre d'une autorité, comme conseil juridique d'une partie, comme expert, comme témoin ou comme médiateur. »

Exceptions possibles :

- l'expert pressenti a été mandaté dans un autre contexte;
- on lui a posé d'autres questions;
- la première expertise est antérieure à l'accident litigieux.

C. L'expert fonctionne comme médecin-conseil d'une autre assurance

Dans tous les cas, l'assureur RC du responsable doit être considéré comme une **partie** au litige.

Le médecin-conseil est très souvent au sein de l'assureur celui qui choisit l'expert à mettre en œuvre.

S'instaure donc une situation de désignations réciproques, et donc de **dépendance réciproque**.

L'expert peut en effet être tenté de favoriser le responsable, pour éviter que l'autre médecin-conseil ne tranche en sa défaveur lors de sa prochaine expertise.

C'est un cas clair de situation objectivement **de nature à faire naître une doute** sur l'indépendance de l'expert.

D. L'expert est actif au sein d'un centre d'expertise travaillant régulièrement pour les assurances

Des **relations d'affaires** avec une partie peuvent constituer une cause de récusation selon leur intensité, leur durée et si elle existent toujours au moment du procès.

Le **but même** d'un centre d'expertise est d'entretenir des relations d'affaires avec les assureurs.

Cette dépendance économique risque fort d'entraîner une **dépendance idéologique**, surtout que ces centres sont le plus souvent mandatés en matière d'assurances sociales, domaine où la jurisprudence est plus sévère envers les assurés.

E. L'expert a été formé par les assurances

Exemple principal : la formation proposée par la **SIM**, qui

- présente une **forte représentation** des assureurs privés, de l'OFAS et de la Suva;
- confie le volet juridique de sa formation essentiellement à des **juristes d'assurance** ou des avocats défendant les intérêts des assureurs.

Cet écueil peut sans doute être surmonté par une plus grande intégration des représentants des lésés.

IV. Propositions et conclusions

- Fondièrément, le choix de l'expert en RC appartient aux parties ensemble.
- Celles-ci peuvent en tout temps se mettre d'accord sur le nom d'un expert, sans justifier leur choix.
- En conséquence, la meilleure garantie de neutralité et d'indépendance d'un expert découlera le plus souvent de la **preuve par l'acte**.

Un expert potentiel apparaîtra plus facilement comme neutre et indépendant aux yeux des parties s'il a l'habitude de :

- entrer en contact avec les deux parties, les traiter sur un pied d'égalité, toujours communiquer avec les deux ensemble;
- conserver une importante pratique en cabinet, pour éviter de donner l'image d'un « médecin d'assurance »;
- ne pas collaborer de façon systématique et institutionnalisée avec un ou plusieurs assureurs déterminés;
- motiver scrupuleusement ses avis, en citant une littérature la plus large possible;
- accepter ou proposer des méthodes de travail et des approches qui ne reprennent pas à la lettre les directives de l'AI ou de la Suva (ex. : présence d'une personne de confiance, attitude face à un rapport de détective);
- ne pas se référer à de la jurisprudence;
- faire preuve de bonnes connaissances du contexte juridique, sans redéfinir les concepts juridiques utilisés.

Autres voies possibles:

- Une déclaration régulière d'intérêts, exposant publiquement les types de mandats acceptés dans le courant de l'année écoulée, la part du chiffre d'affaires réalisée pour les assureurs sociaux, pour des assureurs privés, pour des lésés, pour les deux parties ensemble ou pour les tribunaux, et la part issue de la pratique de la médecine.
- Le collège d'experts, où chacune des parties désigne un expert, le troisième étant désigné par le deux premiers.